

Nyéléni 2007 : Forum Mondial pour la Souveraineté Alimentaire 23 au 27 février 2007

mardi 7 novembre 2006, par [Mouvements internationaux](#) (Date de rédaction antérieure : 7 novembre 2006).

Sommaire

- [Nyeleni était une femme](#)
- [Une réunion à la campagne](#)
- [Les objectifs](#)
- [Les participants](#)
- [Appel à se joindre à l'action](#)
- [Contacts](#)
- [Asie Centrale](#)

Différents mouvements sociaux ont pris l'initiative d'organiser la rencontre internationale de la souveraineté alimentaire à Bamako, Mali en février 2007. Le principe de souveraineté alimentaire a été lancé en 1996 pendant le Sommet Mondial de l'Alimentation de la FAO à Rome par Via Campesina.

Depuis cette proposition a commencé à jouer un rôle clé dans le débat sur l'agriculture et les alternatives aux politiques néo-libérales. Avant que la souveraineté alimentaire ne soit introduite, la sécurité alimentaire se contentait de réfléchir au moyen de garantir une alimentation suffisante par le biais du commerce, que ce soit à un échelon national ou international. Le principe de la souveraineté alimentaire place les producteurs agricoles au centre du débat et soutient les peuples dans leur droit de produire leur propre alimentation indépendamment des opportunités de marché.

Le principe de souveraineté alimentaire encourage le développement de modèles alternatifs de production, de distribution et de consommation basés sur une nouvelle logique différente de la logique néo libérale qui donne un rôle central aux marchés et à la libéralisation du commerce et qui considère que seuls les marchés internationaux peuvent résoudre la question de l'insécurité alimentaire.

Le droit à la souveraineté alimentaire est discuté dans de très nombreux forums, réseaux et conférences, tels que les Forums Sociaux Mondiaux, la campagne More and Better, le réseau « Notre Monde n'est pas une marchandise » et la Conférence de Genève sur l'OMC qui s'est déroulée en novembre 2004. En juin 2002, le Forum des ONG sur la Souveraineté alimentaire a été organisé à Rome parallèlement au Sommet Mondial de l'alimentation de la FAO et a permis aux principaux acteurs impliqués sur les questions d'agriculture et d'alimentation de se rencontrer et d'échanger. Une majorité de ces organisations, ainsi qu'un nombre, chaque jour croissant, de réseaux et d'alliances considèrent maintenant la souveraineté alimentaire comme une alternative crédible permettant la mise en œuvre de politiques agricoles et alimentaires adaptées aux besoins et aux aspirations des peuples de la planète.

Le gouvernement du Mali est engagé dans un processus visant à introduire ce principe dans sa

législation. Nous pensons qu'un forum en 2007 offrira une nouvelle opportunité d'augmenter la reconnaissance de la souveraineté alimentaire et de renforcer les actions et campagnes pour sa mise en œuvre.

Durant ces cinq jours, les participants ne seront pas seulement invités à préciser ce qu'est le droit à la souveraineté alimentaire et ce que cela implique pour la politique agricole et alimentaire dans leur propres régions et pays. Ils réfléchiront également à une stratégie globale et dynamique pour que la souveraineté alimentaire soit prise en compte et mise en pratique au niveau international et au niveau local.

Nyeleni était une femme...

(Voix d'Ibrahima Coulibaly) [1] [2]

Les organisations Maliennes ont souhaité baptiser le Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire avec un nom qui parle aux paysannes et aux paysans de leur pays. Elles ont choisi Nyéléni 2007.

Intervention d'Ibrahim :

« Au Mali il y a un symbole très fort qui peut être le symbole de la souveraineté alimentaire. C'est une dame qui est entrée dans l'histoire du Mali, comme étant une dame, une très grande agricultrice. Vous dites son nom, tout le monde sait ce que ce nom représente, comme mère nourricière, mère agricultrice, qui s'est battue pour s'affirmer en tant que femme dans un environnement qui ne lui était pas favorable, Cette dame, elle s'appelait Nyéléni. Si on met ce symbole tout le monde saura au Mali que c'est un combat pour la nourriture, un combat pour la souveraineté alimentaire. »

Intervention d'Oussaman :

« Nyéléni est une enfant unique ce qui relevait de la malédiction en Afrique. Nyéléni fille et enfant unique de ses parents souffrait dans sa jeunesse de toutes sortes de moqueries dont ses parents faisaient l'objet. Elle a nourri en elle la résolution secrète de laver cet affront des hommes en les battant sur leur propre terrain c'est à dire l'agriculture et les travaux de la terre. A tout prétendant à son mariage, elle répétait inlassablement que cela pouvait attendre, d'abord qu'elle avait une mission à accomplir, un hommage à rendre à sa famille, à la femme et à toutes les femmes et que cela constituait sa priorité. Nyéléni , lors des compétitions agricoles damait le pion à tous les champions connus et réputés comme tels dans son village et dans les villages environnants. Sa réputation grandissait. Les plus arrogants de la gente masculine défiaient à longueur de journée la championne. Malheureusement pour eux, tous se retrouvaient à terre. La réputation de Nyéléni dépassait les frontières de sa contrée, elle était devenu un mythe vivant. En ce temps la renommée se construisait et était respectée. C'est ainsi que qu'au début de l'hivernage, c'est à dire la saison des pluies chez nous, la légende rapporte que, c'est elle qui aurait domestiqué le fonio, les céréales que vous avez mangé aujourd'hui. C'est aussi grâce à Nyéléni, que nous avons une variété de mil appelé fonio, c'est dire petit mil.. Le père de de Nyéléni s'appelait Nianso, se mère s'appelait Saucra, elle était originaire de Siracoro. Malheureusement l'histoire ne nous a jamais dit si un des prétendants était arrivé à l'épouser et à fortiori si elle avait eu des enfants. Voici l'histoire de Nyéléni. »

[1] Remerciements à J. Reynes pour les enregistrements sonors

[2] Retrouvez ces extraits sonors sur le disque Via campesina en vente chez www.daqui.fr

Une réunion à la campagne

Le Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire se déroulera à la campagne, à Sélingué, village situé à 1h45 de Bamako à proximité du barrage hydroélectrique sur le fleuve Sankarani, un affluent du Niger, proche de la frontière de la Guinée.

Ce choix a été fait pour permettre de discuter d'agriculture et d'alimentation dans un cadre rural et paysan. C'est une décision politique qui cherche à trouver un parallélisme et une cohérence entre les propositions de souveraineté alimentaire et les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre.

La CNOP et les différentes organisations qui la composent ont toujours réalisé leurs grandes rencontres à la campagne. Ils souhaitent profiter de cette occasion pour faire découvrir les réalités maliennes qui façonnent leur quotidien. Proche d'une usine hydro-électrique, la localité de Sélingué offre un approvisionnement électrique régulier et garanti tout au long de l'année.

Le choix de Sélingué nécessitera des aménagements pour accueillir les 600 délégués dans des conditions de confort optimales.

L'hôtel de Sélingué est composé de 23 villas qui pourront accueillir 200 personnes. Les autres participants seront hébergés dans des cases qui seront construites pour l'occasion et qui seront utilisées par la suite par les organisations maliennes et la CNOP comme centre de formation. Une partie des cases sera construite avec des matériaux et le savoir-faire traditionnel ; les autres, une cinquantaine, seront bâties avec des matériaux améliorés pour en accroître la durée de vie. Elles seront utilisées par la suite par les organisations maliennes qui bénéficieront ainsi d'un centre où elles pourront effectuer leurs formations et leurs rencontres.

Le village de Sélingué dispose d'une demi-douzaine de salles suffisamment grandes pour accueillir des ateliers d'une soixantaine de personnes. Une structure légère capable d'accueillir les plénières (600 personnes) sera construite en matériaux locaux. La CNOP et les organisations paysannes qui la composent sont chargées de la mise en place des infrastructures nécessaires au bon déroulement du Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire.

Les objectifs

« La souveraineté alimentaire est le droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protéger et de réglementer la production et le commerce agricoles intérieurs afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, de déterminer dans quelle mesure ils veulent être autonomes [et] de limiter le dumping des produits sur leurs

marchés. »

La souveraineté alimentaire est donc une alternative aux politiques agricoles néolibérales imposées par l'organisation mondial du commerce, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. Un nombre croissant d'organisation font référence à cette proposition sans en comprendre ou en accepter le caractère éminemment politique, en rupture radicale avec le système économique capitaliste dominant.

Réaffirmer la souveraineté alimentaire

Un nombre croissant de personnalités politiques, syndicales ou associatives utilisent le terme de Souveraineté alimentaire en cherchant à le réduire à une proposition souverainiste, synonyme de repli sur soi et de refus des échanges et des complémentarités. Le Forum sera l'occasion de réaffirmer de manière positive le fait que la lutte pour la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire englobe quatre niveaux d'interdépendants qui seront débattus et précisés lors des journées de février 2007. Ces quatre niveaux sont le niveau politique, le niveau économique, le niveau social et le niveau environnemental.

Le FMSA s'attachera en particulier à préciser les points suivants qui ont définis en 1996 et réaffirmés en 2001 :

- Donner la priorité à la production par les exploitations paysannes et familiales de denrées pour les marchés intérieurs et locaux, selon des systèmes de production diversifiés et écologiques ;
- Veiller à ce que les agriculteurs reçoivent le juste prix pour leur production, afin de protéger les marchés intérieurs des importations à bas prix relevant du dumping ; Garantir l'accès à la terre, à l'eau, aux forêts, aux zones de pêche et aux autres ressources à la faveur d'une véritable redistribution ;
Reconnaître et promouvoir le rôle des femmes dans la production de denrées alimentaires et veiller à ce qu'elles aient un accès équitable aux ressources productives et qu'elles en aient la maîtrise ;
- Veiller à ce que les communautés aient le contrôle des ressources productives, par opposition à l'acquisition par des sociétés des terres, de l'eau, des ressources génétiques et d'autres ressources ;
- Protéger les semences, base de la nourriture et de la vie elle-même, et veiller à ce que les agriculteurs puissent les échanger et les utiliser librement, ce qui suppose le refus des brevets sur la vie et l'adoption d'un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées ;
- Investir des fonds publics à l'appui des activités productives des familles et des communautés, en mettant l'accent sur l'autonomisation, le contrôle local et la production de nourriture pour la population et les marchés locaux. ».
- Renforcer la construction d'un rapport de forces pour conquérir la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire est une proposition citoyenne

La souveraineté alimentaire n'est pas une proposition de réforme sectorielle destinée à ne bénéficier qu'aux producteurs d'aliments qu'ils soient paysans ou pêcheurs. Au contraire, la souveraineté alimentaire a des répercussions sur l'ensemble des autres secteurs de la société, en garantissant des prix décents aux paysans, elle leur permet de vivre dans leur communauté et limite l'exode vers les centres urbains ; c'est une proposition citoyenne globale qui n'aura de chance d'aboutir et d'être adoptée sur la scène internationale que si elle est activement supportée par des secteurs de la population qui ne produisent pas directement leur alimentation. Le FMSA offrira l'opportunité de

renforcer le dialogue avec des syndicats de salariés et des organisations internationales de consommateurs pour mieux appréhender collectivement les répercussions que la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire aura sur l'accès à l'alimentation.

Développer des espaces de rencontre avec des gouvernements favorables à la souveraineté alimentaire

Le Mali est en passe d'adopter une nouvelle Loi d'Orientation Agricole qui fait de la souveraineté alimentaire l'objectif à atteindre. Les états de la CDOA font également de plus en plus explicitement référence à la souveraineté alimentaire. D'autres pays comme le G33 développent des propositions très proches de la souveraineté alimentaire sans utiliser les termes.

Ces évolutions récentes montrent qu'un nombre croissant d'états ne croient plus que les politiques néolibérales pourront apporter une réponse à la faim et à la misère qui frappent des couches de plus en plus importantes de leurs populations et sont prêts à s'engager dans de nouvelles voies.

Le FMSA permettra de réfléchir à la meilleure stratégie à mettre en place pour que des états supportent activement la souveraineté alimentaire sur la scène internationale. Obtenir la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire Un des objectifs du forum sera de définir une stratégie mondiale et collective pour que le droit des peuples à la souveraineté alimentaire soit reconnu comme un droit spécifique à part entière contraignant pour les états et garanti par l'Organisation des Nations-Unies.

Les participants

Face à l'ampleur de la crise qui frappe les paysans et le monde rural et à l'échec évident des politiques néolibérales imposées par le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC, la souveraineté alimentaire apparaît comme la seule alternative crédible et réaliste. Le Forum Mondial pour la Souveraineté Alimentaire, baptisé Nyéléni, offrira l'occasion d'approfondir et de renforcer le concept de souveraineté alimentaire. De cette rencontre doit émerger un plan d'action concret pour que la souveraineté alimentaire entre dans les faits. Nyéléni sera donc un espace d'échange sur les luttes, tant locales que globales. mais ce sera avant tout un lieu de mobilisation pour les représentants de nos différents réseaux.

Pour des raisons d'efficacité et de contraintes économiques, le nombre de délégués que nous pourrions recevoir est malheureusement limité à 500 personnes. Ces délégué(e)s originaires de l'ensemble des régions de la planète représenteront les différents secteurs impliqués dans les questions agricoles et alimentaires. Ils seront porteurs d'une réflexion collective et de propositions qui auront été débattues au sein de leurs propres organisations. Nyéléni n'est donc pas un forum ouvert à tous, mais plutôt une caisse de résonance des luttes locales et une mise en commun de réflexions collectives pour faire avancer le droit à la souveraineté alimentaire. Ayant une vision globale, une des responsabilités du comité de pilotage sera de sélectionner les délégués pour permettre l'expression du plus grand nombre de points de vue.

Ce nombre de 500 personnes sera très vite atteint d'autant plus que nous avons souhaité réserver un quota important aux délégués originaires du continent africain. Nombreux sont ceux qui ne seront pas disponibles pour venir au Mali. Leur apport est néanmoins nécessaire pour que Nyéléni soit un

succès que ce soit sous forme de participation aux réunions de préparation régionales ou sous forme de contribution écrite.

Critères de Participation au Forum de Nyéléni

La participation à Nyéléni étant limitée à environ 500 délégué(e)s, le Comité de Pilotage devra décider quelles organisations et quels réseaux intéressés à participer pourront être admis au forum. La décision sera prise sur la base de certains critères. Les participants admis au forum devront signer l'appel ainsi que partager les objectifs et l'orientation politique du débat, tels qu'ils sont proposés dans le document préparatoire (Preparatory Document for the Nyeleni Forum for Food Sovereignty in Mali (February 23-27, 2007) , April 2006).

Lors de sa délibération, le Comité de Pilotage respectera l'équilibre entre régions, secteurs/groupes représentés (paysans, pêcheurs, syndicats, consommateurs, etc.) afin de garantir une large représentation de mouvements et d'organisations.

Les organisations internationales et régionales bénéficiant de plus d'une invitation devront respecter l'équilibre entre les sexes au sein de leurs délégations, ainsi que l'équilibre entre les régions et les pays qu'ils seront censés représenter. La priorité sera donnée aux organisations actives au niveau international et régional.

En général, par rapport à la participation, le Comité de Pilotage essaiera de faire en sorte que 50% des délégué(e)s soient des femmes.

Les organisations nationales ne pourront déléguer qu'une seule personne. Seuls les réseaux ou les coordinations internationales ou inter-régionales pourront se voir attribuer plus de place.

Processus Décisionnel du Comité de Pilotage

- Le Comité de Pilotage recevra des propositions de la part des Membres du Comité, ainsi que les propositions issues des réunions internationales, régionales et nationales. Les organisations intéressées à participer peuvent envoyer leur demande à un des membres du Comité de Pilotage, indiquant leur soutien à l'appel et leur adhésion aux objectifs présentés dans le document préparatoire (sus mentionné).
- Sur la base des propositions reçues de la part des membres du Comité, le Comité de Pilotage compilera une liste des organisations invitées et des organisations ayant demandé à participer.
- Lors de sa réunion à Rome, fin octobre, le Comité de Pilotage décidera des organisations qui seront invitées au Forum. Ces organisations recevront une lettre d'invitation indiquant les conditions de participation et les critères pour les délégués qu'ils envisagent d'envoyer.
- Une deuxième phase de sélection sera organisée autour du 15 décembre.

Les organisations invitées à envoyer un ou plusieurs représentants (nombre de places défini par le Comité), devront présenter au Comité leur proposition des délégués qu'ils envisagent d'envoyer.

Au cas où les organisations ou réseaux recevront plus d'une place, le Comité vérifiera l'équilibre entre les régions et entre les sexes, ainsi que le fait que chaque organisation nationale ne pourra envoyer qu'un seul délégué.

Le Comité de Pilotage maintiendra un équilibre entre les sexes parmi les organisations qui ne recevront qu'une seule place.

Appel à se joindre à l'action

Le Temps de la Souveraineté Alimentaire est arrivé

Rejoignez-nous dans la bataille contre la mainmise privée sur notre alimentation, notre pêche et notre agriculture. Le temps de la souveraineté alimentaire est arrivé - la meilleure alternative aux actuelles politiques néolibérales sur l'alimentation, la pêche et l'agriculture.

Que ce soit pour se nourrir, mais également pour préserver l'environnement, la culture et les communautés locales, l'alimentation et l'agriculture sont essentielles au bien-être de l'humanité. Les politiques néolibérales mises en place ne mènent qu'à la malnutrition, la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Les multinationales contrôlent progressivement l'ensemble de la chaîne alimentaire, alors que l'on ne fait que marginaliser les paysans et les pêcheurs. Les consommateurs, quand à eux, se retrouvent souvent avec des aliments de mauvaise qualité. L'échec des négociations à l'OMC signale la nécessité d'un -changement radical des politiques alimentaires, agricoles et piscicoles. La Souveraineté Alimentaire, c'est pour maintenant

La Souveraineté Alimentaire représente le droit d'un peuple à définir ses propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture ; de protéger et de maîtriser son agriculture et de s'engager dans le commerce dans le seul but d'atteindre des objectifs de développement durable ; de déterminer son degré d'autosuffisance ; de éliminer le « dumping » de produits étrangers sur son marché ; et, de céder aux communautés locales de pêcheurs la priorité dans la gestion des ressources aquatiques. La souveraineté alimentaire promeut des politiques et des pratiques commerciales qui soutiennent le droit des peuples à une production sûre, saine et écologiquement durable. Ce système représente une forme de commerce qui va bien au-delà de l'actuel modèle qui se prête trop facilement au contrôle du secteur privé.

De la Discussion à l'action : Notre combat pour la souveraineté alimentaire n'est pas de l'ordre du débat académique - il s'agit d'une lutte pour la survie de milliards de personnes, d'une lutte pour la démocratie, pour les droits des consommateurs et pour la protection de l'environnement pour les générations à venir. De nombreux paysans, pêcheurs, bergers, peuples indigènes et autres producteurs de nourriture luttent au quotidien pour garder leur dignité, et préserver l'environnement. Nous devons construire des alliances fortes et développer des plans d'action concrets afin de faire avancer la souveraineté alimentaire.

Dynamique et Débat : Le concept de souveraineté alimentaire (et sa réalisation) évolue et s'approfondit constamment. De nouvelles interrogations et de nouveaux défis apparaissent inéluctablement. Les réponses ne sont possibles qu'à travers le débat et l'échange d'idées. De nombreuses organisations, groupes et individus soutiennent le principe de souveraineté alimentaire, mais beaucoup d'autres ne sont pas encore familiarisés avec ce concept. Il est indispensable d'informer les gens et les organisations et de les mobiliser autour de la souveraineté alimentaire. Le concept de souveraineté alimentaire s'étant répandu, on peut observer qu'un nombre croissant de politiciens, d'institutions internationales et nationales commencent à mésuser la portée potentielle de ce concept. Il est donc indispensable que nous le défendions pour qu'il ne soit pas récupéré et dénaturé par d'autres.

Nyéleni, une étape importante : Nyéleni 2007 - Le Forum Mondial sur la Souveraineté

Alimentaire - se tiendra au Mali en février 2007. Cinq cents délégués représentant les paysans, pêcheurs, peuples indigènes, groupes de femmes, travailleurs, écologistes, consommateurs, ONGs, groupes de jeunes et certains gouvernements, se rassembleront pour faire avancer la souveraineté alimentaire à tous les niveaux et dans tous les secteurs.

A l'occasion de ce forum, il s'agit de réaffirmer avec vigueur le droit à la souveraineté alimentaire ; les implications économiques, sociales et environnementales de la souveraineté alimentaire seront débattues ; et, le mouvement mondial pour la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire sera lancé. Il s'agit, à travers Nyéléni 2007, d'élaborer une stratégie globale et collective qui permette de garantir le droit de tous les peuples à la souveraineté alimentaire, admis par tous les pays et garanti par les Nations Unies.

Nyéleni 2007 n'est qu'une étape dans le processus visant à étendre notre combat pour la souveraineté alimentaire, à développer et actualiser le concept, à construire des alliances et élaborer des plans d'action afin de faire peser, à travers le monde, la balance en faveur de la souveraineté alimentaire. La participation du plus grand nombre est essentielle lors de la phase préparatoire de Nyéléni car ça permet d'actualiser le concept de souveraineté alimentaire. Même si le nombre d'organisations pouvant participer au forum est limité, il est tout à fait possible de participer au processus préparatoire ainsi qu'à la réflexion post-forum. La bataille pour la souveraineté alimentaire est longue et sans interruption : les apports de tous les peuples, organisations, gouvernements et institutions se reconnaissant dans ce concept est indispensable.

Qu'est-ce que vous ou votre organisation pouvez faire ?

- Adopter le concept de la souveraineté alimentaire.
- Organiser des discussions (au sein de votre organisation, au niveau local et régional, avec différents acteurs de la société) autour du concept de souveraineté alimentaire, du droit à l'alimentation et de son impact sur les paysans, les pêcheurs, l'environnement, les consommateurs, les peuples indigènes ...
- Développer des plans d'action afin d'atteindre une souveraineté alimentaire qui adresse les points suivants :
 - Construction de nouvelles alliances.
 - Contrer les multinationales qui menacent la souveraineté alimentaire.
 - Défendre et garantir le droit d'accès pour tous aux ressources naturelles.
 - Défendre les économies locales où les gens et les communautés décident eux-mêmes de ce qu'ils veulent produire et comment ils souhaitent le faire.
 - Dénoncer les accords commerciaux régionaux et les institutions financières internationales et formuler des alternatives.
 - Elaborer un cadre alternatif à celui de l'OMC pour que le commerce international ne nuise pas à la souveraineté alimentaire.
- Quelles politiques actuellement en vigueur réalisent la souveraineté alimentaire ?

Pour être informé des dernières nouvelles ou pour envoyer votre contribution au débat, inscrivez-

vous sur la mailing list Nyeleni.

Contact

Un Comité Exécutif a été mis en place pour Nyéléni 2007 (1), ainsi que des comités régionaux pour la phase préparatoire et l'élaboration post-forum.

Pour nous aider dans l'organisation des processus locaux, nationaux et régionaux menant à Nyéléni 2007, merci de vous adresser à votre contact régional :

Afrique :

- Ibrahim Coulibaly : CNOP Mali,
- Ndiougou Fall ROPPA,
- Diamantino Nhampossa UNAC

Asie de l'Ouest et Centrale :

- Maryam Rahmanian : CENESTA

Asie :

- Saro Rengam : PAN
- Henry Sarangi : Via campesina
- Herman Kumara : WFFP

Amérique du Sud/Centrale et Caraïbes :

- Alberto Villareal FOEI,
- Karin Nansen FOEI,
- Miriam Noble Marche Mondiale des Femmes

Amérique du Nord :

- Pedro Avedano WFF,
- Andrianna Natsoulas - Food & Water Watch ,
- Alberto Gomez - UNORCA - Mexico

Europe :

- Paul Nicholson : Ehne
- Aksel Naerstad : Development Fund

Pour plus d'information : www.Nyeleni.org

Contacts

Pour de plus amples renseignements sur le Forum Mondial pour la Souveraineté Alimentaire, vous

pouvez contacter les membres du comité de pilotage dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Amérique du Nord

Andriana Natsoulas

Food & Water Watch -Washington -USA

Tel + 1 202 797 6550

anatsoulas fwwatch.org

www.fwwatch.org

Amérique du sud et Caraïbes

Alberto Villarreal

San Jose 1423, 11 200 Montevideo,

URUGUAY

Tel/Fax : 5982 902 2355 or 5982 908 2730

Email : comerc redes.org.uy [www.foei.org]

Afrique

Ibrahima Coulibaly

CNOP

Kalaban Koura, Rue 200 Porte 727

BP : E 2169 Bamako Mali

Tél : (00223) 228 74 15 / 272 34 88/676 11 26 / 671 44 71

cnop yahoo.fr

<http://www.cnop-mali.org>

Asie Centrale

Maryam Rahamanian

CENESTA

Téhéran - Iran

Tel : +98 21 2200 3700/ +98 912 580-0871

maryam.cenesta.org

www.cenesta.org

Europe

Paul Nicholson

Ehne

Plaza Simón Bolívar, 14 - 01003 Vitoria-Gasteiz

Pais Basque - Espagne

Tel. : 945 275477 - Fax : 945 275731

pnicholson.ehne.org

www.ehne.org

Voir en ligne : [Nyéléni](#)